

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 28/003/2007 – ÉFAI

24 août 2007

Action complémentaire sur l'AU 193/07 (AMR 28/002/2007, 25 juillet 2007)

Craintes pour la sécurité

ÉQUATEUR Jaime Polivio Pérez Lucero (h), dirigeant associatif dans la paroisse de García Moreno
Mercy Catalina Torres Terán (f)
et d'autres personnes opposées à un projet d'exploitation d'une mine de cuivre dans la région d'Intag

Jaime Polivio Pérez Lucero aurait été menacé dans la rue, le 4 août dernier, et, d'après le rapport de la police sur ces faits, il aurait certainement été agressé physiquement si des policiers n'étaient pas intervenus. Toujours de source policière, certains de ses agresseurs travaillent pour le projet d'exploitation minière près de son domicile, dans la région d'Intag (province d'Imbabura, nord du pays), auquel Polivio Pérez est opposé.

Ils auraient déclaré : « À cause de toi, la compagnie va s'en aller, maintenant on va te traîner et te brûler pour que tu ne t'en sortes pas vivant, parce que tu t'opposes au développement. On doit détruire ta maison. »

Selon le rapport de police, quatre femmes, dont l'identité est mentionnée, figuraient parmi les agresseurs, ainsi que « d'autres individus travaillant pour la compagnie minière ». Le rapport signale par ailleurs que la moto de Jaime Polivio Pérez a été jetée dans un fossé de trois mètres de profondeur. À présent, Jaime Polivio Pérez bénéficie manifestement de la protection de policiers à son domicile, dont il doit payer les frais d'hébergement et de nourriture ; sa protection ne va cependant pas plus loin que l'arrêt d'autobus, bien qu'il ait besoin de se déplacer fréquemment dans le cadre de ses activités professionnelles.

Cette agression est la dernière en date d'une série d'attaques dirigées contre Jaime Polivio Pérez depuis décembre 2006. Les menaces semblent être liées à la campagne qu'il mène activement et sans mâcher ses mots contre un projet de mine de cuivre, bien qu'Amnesty International n'ait jamais été informée, auparavant, de menaces émanant de personnes travaillant pour ce projet.

Celles-ci ont été signalées au parquet local le 22 août.

Amnesty International ne dispose d'aucune information au sujet d'une quelconque enquête sur l'attaque dont Mercy Catalina Torres Terán a été victime.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Lors d'une visite en Équateur en novembre 2006, une délégation d'Amnesty International s'est rendue à Imbabura et a rencontré des villageois affectés par le projet d'exploitation minière dans la région d'Intag. Les délégués ont recueilli des témoignages et des informations faisant état d'actes d'intimidation, de harcèlement et d'agressions contre ceux et celles qui se mobilisent contre ce projet. Amnesty International a écrit aux autorités pour leur demander d'ouvrir des enquêtes sur ces agissements, mais à sa connaissance, aucune mesure n'a été prise en ce sens jusqu'à présent.

ACTION RECOMMANDÉE : Dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par les informations selon lesquelles Jaime Polivio Pérez Lucero a été la cible de menaces, le 4 août dernier, et qu'il aurait certainement été agressé physiquement si des policiers n'étaient pas intervenus ;
- reconnaissez que la police est intervenue à temps lors de ces événements, mais exhorte les autorités à prendre de nouvelles mesures en vue de garantir la sécurité de Jaime Polivio Pérez Lucero, en lui fournissant notamment une meilleure protection couvrant tous les aspects de sa vie professionnelle, conformément à ses souhaits ;
- faites part de votre inquiétude concernant la sécurité de Jaime Polivio Pérez Lucero, de Mercy Catalina Torres Terán et des autres habitants de la région d'Intag (province d'Imbabura) qui sont opposés au projet d'exploitation d'une mine de cuivre ;
- dites-vous inquiet face aux multiples menaces de mort dont Jaime Polivio Pérez Lucero a fait l'objet depuis décembre 2006, manifestement en raison de la campagne qu'il mène pour défendre les droits des habitants de la région d'Intag d'être consultés de manière sérieuse, ouverte et transparente avant le développement de tout projet d'exploitation minière ;
- priez instamment les autorités de mener une enquête indépendante et impartiale sur la récente attaque perpétrée contre Jaime Polivio Pérez Lucero, d'après un rapport de police, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de déferer les responsables présumés à la justice.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur

Dr. Gustavo Larrea

Ministro de Gobierno, Policía,
Justicia, Cultos y Municipalidades

Ministerio de Gobierno y Policía
Benalcázar y Espejo, Quito, Équateur

Fax : +593 22955666, poste 155

+593 22955666, poste 150

+593 22955666, poste 151 (à la fin du message préenregistré, veuillez composer le numéro du poste. Si une personne décroche, veuillez dire : « *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Procureur général

Dr. Jorge Germán

Ministro Fiscal General del Estado

Fiscalía General del Estado

Av. Eloy Alfaro N° 32-240 y República, Quito, Équateur

Fax : +593 22558561 (Merci de vous montrer persévérants.)

Formule d'appel : Sr. Ministro Fiscal, / Monsieur le Procureur Général,

Ministre de l'Énergie et des Mines :

Econ. Alberto Acosta

Ministro de Energía y Minas, Ministerio de Energía y Minas

Juan León Mera N° 26-220 y Orellana, Quito, Équateur

Fax : +593 22906350

Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Comisión Ecuménica de Derechos Humanos (CEDHU)

Carlos Ibarra 176 y 10 de Agosto

Edif. Yuraj Pirca, 9no. Piso, Quito, Équateur

Fax : +593 2 258 9272

Courriers électroniques : denuncias@cedhu.org

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 4 OCTOBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.